



## Discriminations :

De l'égalité Hommes-Femmes aux atteintes aux libertés syndicales, les discriminations de tous ordres sont aggravées par les politiques du pouvoir de droite.

Notre dossier Page 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 886

25 février 2010

prix : 0,70 €



## Ils veulent faire des Pays de la Loire un laboratoire du Sarkozisme !

### ■ Droite

L'UMP est à la manœuvre dans les Pays de la Loire, une des régions où la majorité présidentielle joue la gagne P 2

### ■ Transports

La gauche en action met en débat ses propositions sur les transports : Bilans et perspectives. P 3

### ■ Syndicalisme

Le congrès de la FSU a donné lieu à d'importants débats sur le rassemblement syndical P 5

### ■ Réchauffement climatique

Le point sur les débats scientifiques sur un sujet qui domine l'actualité P 6

### ■ Logement

De retour des 5ème état généraux du logement, l'élue nantaise Marie Annick Benatre revient sur les batailles politiques en cours pour gagner un droit au logement effectif P 7



## Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00 ou redac.nla@orange.fr



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Illusionniste

« Il faut moraliser le capitalisme » nous radote le petit prince de l'Elysée au gré de ses rencontres internationales. Ca, c'est la vitrine, le discours, l'amuse gueule pour la galerie, car dans les faits, le capitalisme se porte à merveille et n'a jamais été aussi arrogant et dominant ; avec bien entendu la bénédiction du prêcheur menteur.

### La crise et les banques

La première banque vient d'annoncer ses résultats pour 2009, année de crise, elle donne le ton : En doublant ses bénéfices par rapport à l'année passée, elle enregistre près de 6 milliards de profits, la société générale emboîte le pas.... Tous les mécanismes qui avaient provoqué la crise sont de nouveau au centre de l'activité bancaire. La spéculation est repartie de plus belle au détriment des peuples et des plus démunis. Le CAC 40 enregistre une progression de 22% en 2009.

### Où va l'argent ?

Sarkozy avait déclaré qu'il allait mettre fin aux primes scandaleuses des traders. Il en faisait même une affaire personnelle. Le résultat : 1 milliard d'euros va être réparti entre les quelques 3500 traders français soit près de 300 000 euros de prime pour chacun. Le chiffre est dix fois plus important pour les Etats-Unis.



### D'autres choix

Avec l'augmentation de 22% du CAC 40 sans qu'il n'y ait de prélèvements sociaux, les profits de grands groupes, à l'image de Total ; BNP, des primes des traders... Combien de postes dans les écoles et hôpitaux pourraient être créés, combien d'augmentation des salaires et retraites pourraient être satisfaites... combien de mesures positives pourraient être prises pour la sécu, pour les retraites, pour le logement, pour l'éducation ...

### L'argent existe

Il devient de plus en plus insupportable d'entendre le discours officiel consistant à dire qu'il faut se serrer la ceinture que la crise est là, qu'il n'y a pas d'autres solutions. L'argent existe et il doit servir à autre chose que d'engraisser les spéculateurs. Il faut imposer d'autres choix politiques, économiques et sociaux. L'heure n'est pas à la retraite à 67 ans mais au contraire à de nouvelles avancées sociales.



## Point de vue

### par Aymeric SEASSAU

Délaissé par les électeurs à l'occasion des élections partielles, en chute libre aux européennes, les enquêtes d'opinions donnent au Modem un résultat encore inférieur. **Il n'y a que la gauche pour mettre le centre droit au cœur de ses débats.** Pour une frange du Parti Socialiste, l'intérêt consiste à tourner la gauche vers le centre pour isoler sa composante révolutionnaire représentée par le PCF. Quant au Front de Gauche, auquel participent les communistes dans de nombreuses régions, il a choisi de se mettre directement en concurrence avec un MODEM pourtant mal en point. **Au fond, cette étonnante situation conduisant ses adversaires politiques à focaliser sur un parti en piteux état témoigne de la profonde crise idéologique qui traverse la gauche en France et en Europe.** La droite européenne a procédé à sa mutation idéologique et ses intérêts de classe lui permettent de tenir fermement le cap du rassemblement.

La gauche sud américaine est parvenue à apporter des réponses aux colossaux enjeux posés par le 21<sup>ème</sup> siècle. **En Europe, toutes les recompositions politiques passées ou en cours conduisent à un isolement institutionnel des révolutionnaires et ont accéléré la mutation de la sociale démocratie vers l'acceptation du libéralisme.** La spécificité de la France ne tient elle pas au fait qu'elle compte à gauche un Parti Socialiste, et un Parti Communiste qui n'ont pas changé de forme et de nom?

Parce que les mots ont un sens et qu'ils témoignent d'un héritage historique comme d'ambitions politiques et de volonté de rassemblements. Ce sont ces questions, identitaires parce que les réponses apportées définiront directement l'avenir et l'existence même de leur parti, qui sont posées aux communistes Français. Ils en débattront, assurément à l'occasion de leur congrès, selon les modalités qui sont les leurs, en s'affranchissant



notamment des pressions extérieures.

**« Une campagne de terrain fidèle à l'identité du PCF »**

Nous ne sommes pas de ceux qui pensent que les profondes questions qui traversent la gauche puissent être résolues

à l'aune des projets régionaux. **C'est avec la fierté de représenter leur parti, son identité rassembleuse, ses combats et ses propositions que les candidats présentés par le PCF sur la liste de la gauche en action, mènent une campagne de terrain offensive dans tout le département grâce à l'engagement des communistes. Le temps des bilans, du débat et de l'analyse viendra. L'heure est au débat avec les électeurs à deux semaines du scrutin.**

### La presse libérale donne Béchu gagnant.

« Béchu le surdoué : Portrait du benjamin des têtes de liste UMP, dans la seule région (ou presque) que la droite espère reconquérir. »

Le titre de Valeurs actuelles est éloquent. Pour L'express, « Béchu part à la reconquête de l'Ouest. ». Quant aux échos, ils pointent l'enjeu stratégique : « Qualifiés de région « gagnable » par l'UMP, les Pays de la Loire représentent un symbole pour la majorité présidentielle. »

« surdoué », « Phénomène de précocité en politique », « joker de la majorité présidentielle », « étoile montante de l'UMP », la presse libérale ne tarit pas d'éloges pour donner le coup de pouce au challenger qui se voit en capacité de faire bas-

culer la majorité régionale.

Pour la droite, l'enjeu est national. D'abord parce qu'il s'agit de la région de la ministre de la santé et celle que le premier ministre Fillon lui-même a perdu en 2004. Ensuite parce que l'arithmétique électorale montre que la droite a toutes ses chances. Pour un Sarkozy en chute libre dans l'opinion, il s'agit dès lors d'un intérêt stratégique de premier plan. En 2004, dans un contexte politique déjà marqué par un désaveu massif, le score cumulé de Jean Arthuis et de l'UMP qu'il a choisi de rallier en 2010 avait atteint 45%. Aux européennes de 2009, c'est aussi le candidat Béchu qui avait viré en tête avec près de 28%,



distançant de plus de dix points le PS et Europe Ecologie. Face à une gauche divisée, le risque est bien réel de voir la droite créer une dynamique de gagne en distançant nettement la liste de la gauche en action au premier tour.

Voilà pourquoi Sarkozy a poussé son disciple Béchu au combat en lui dépêchant son stratège en communication, Franck Louvrier.

Que l'UMP se concentre

sur quelques régions clés qu'elle estime gagnable, rien de plus logique. **La situation dans les Pays de la Loire, dans les choix de candidature notamment témoigne de ce que la droite veut faire de la région un laboratoire du Sarkozysme local. Dans le rassemblement elle s'en donne les moyens et fait donner toute la puissance de son arsenal médiatique à 3 semaines de l'élection.**

### De vous à moi...

La Pharmacienne angevine sollicitée aux destinées régionales par la droite ayant préféré poursuivre le rangement de sa collection de vaccins contre la grippe, le dévolu de la droite s'échoue sur le cumulard Christophe Béchu, euro député et président de conseil général du Maine et Loire. Ce jeune loup, aux dents à rayer tous les parquets de France et de Navarre, est donc parti en croisade rassemblant tout ce que le mot libéral peut contenir. Regardez ses portes drapeaux. Le vicomte Philippe de Villiers, seigneur vendéen, le très centriste Jean Arthuis du pays de Mayenne ou encore les amis de l'intégriste catholique Christine Boutin.

Mais la brochette ne doit pas s'arrêter là pour l'Elysée. C'est pour cela que « l'homme de base de la communication du petit Prince », « celui qui a la haute main sur la com présidentielle » arrive sur la liste de Loire Atlantique. Un homme éduqué dans les pures traditions bourgeoises et catholiques du célèbre établissement privé « les enfants nantais », un homme qui fait dit-on parti du 1<sup>er</sup> cercle du président. Attention à ce que cette candidature de Franck Louvier parachutée et dévoilée au hangar à banane, ne glisse pas sur une peau, retombant aussi vite qu'elle est arrivée. Mais dans cette affaire, une conclusion s'impose : la droite rassemble toutes ses forces pour gagner la région et toutes les opérations de division à gauche sont des atouts supplémentaires pour elle.

Y.C.



# ...en Loire Atlantique.

**VITE LU  
VITE DIT**

## La droite joue avec les chantiers

Béchu est venu à Saint-Nazaire mettre en scène l'annonce d'une nouvelle commande pour les chantiers navals gagnée par « son » gouvernement.

Rectification quasi immédiate de son colistier Franck Louvrier, stratège de la communication de Sarkozy: Il ne s'agirait plus que de l'espoir d'une commande.

Sarkozy était venu annoncer qu'il ne laisserait jamais tomber les chantiers de Saint-Nazaire. **Devant telle débauche de démagogie, ce sont les salariés des chantiers qui laisseront probablement tomber Sarkozy... Pour peu qu'ils l'aient déjà soutenu...**

## Assistés ?

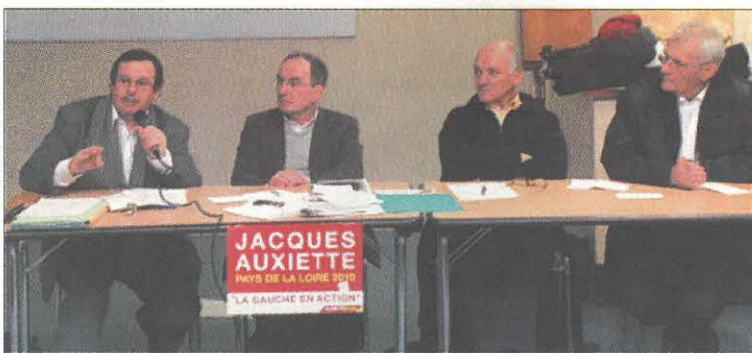
De Pierrick Annot, secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes à l'occasion de sa participation au banquet de la fédération de Loire-Atlantique du PCF: « En Octobre 2008 le gouvernement a trouvé 360 milliards pour les banques en quelques heures. En Janvier 2010 aucune mesure et besoin de 5 mois de réflexion pour la protection des 1 million de chômeurs en fin de droits. **Les grands patrons: voilà les vrais assistés!** »

## Perceptibles

Lu sur le site de campagne du Vert Jean-Philippe Magnen, candidat d'Europe Ecologie aux régionales 2010:

« **Construire des solutions concrètes et rapidement perceptibles, voilà l'urgence.** » C'est vrai qu'avant, on n'y comprenait pas grand-chose à ce qui divisait les verts, sur le fond, dans leurs querelles d'appareil. Reste qu'à part la volonté de surfer sur le bon socle des européennes le concret tarde à venir dans la campagne de Magnen. En effet, Jean-Philippe, va falloir être « rapide », plus que 2 semaines avant le premier tour!

## Transports publics régionaux : Un bon bilan et des ambitions pour l'avenir



Le bilan de l'équipe régionale, en matière de transport est loin d'être mince. A l'occasion d'une réunion publique sur la politique régionale des transports, au cœur du quartier des chemins qu'est Doulon, Gilles BONTEMPS a dressé le bilan et les perspectives d'une politique ambitieuse et réaliste en la matière. Animée par Eric THOUZEAU syndicaliste SNCF, en présence de Jean-François RETIERE et de Bernard DENIAUD respectivement

Vice-présidents de Nantes Métropole et du Conseil Général, l'élu communiste a tout d'abord insisté sur les bons résultats de la politique régionale: « **pour passer de 6,8 à 15 millions de voyageurs entre 1997 et 2008 il faut une politique d'investissement offensive. Le manque d'anticipation de la droite dans le mandat précédent a lourdement pénalisé les usagers.** ». Et pour cause, 135 millions d'€ (soit 39 trains) ont été investis par la droite

entre 1998 et 2004, et 451 millions (soit 83 trains) par l'actuelle majorité.

C'est à cette majorité désormais sortante que l'on doit l'amélioration du service public des transports: la création de Destinéo, la mise en place de comités de ligne, la réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant, l'investissement sur un nouveau mode de transport innovant: le tram-train, l'ouverture de tarifs réellement attractifs en direction des jeunes et des demandeurs d'emploi... C'est encore elle qui a pris l'engagement ferme de ne pas ouvrir le marché régional des transports ferroviaires à la concurrence.

Le développement des transports publics demande de l'anticipation et les projets ne manquent pas pour l'avenir. Certains sont déjà engagés avec les autres collectivités comme la modernisation de Nantes - Bordeaux, la réali-

sation d'une ligne rapide Nantes - Rennes, la réfection de la voie Ste-Pazanne - Pornic - St-Gilles Croix de Vie, le projet d'électrification Caen - Le Mans - Tours...

Par ailleurs, l'objectif est d'augmenter les dessertes de 30% et le nombre de voyageur de 50% en 4 ans avec un effort particulier sur les dessertes périurbaines. L'engagement d'un euro maximum par trajet pour les salariés (via le financement des abonnements par l'employeur) sera aussi un plus dans l'attractivité des transports ferroviaires...

Cette réunion publique en présence de Jean-François RETIERE et Bernard DENIAUD aura également été l'occasion de mettre en valeur la coopération active entre les différentes collectivités, coopération garante de politiques efficaces sur l'ensemble des territoires de la région.

## Banquet 2010 : Les communistes se retrouvent et affichent leur volonté de battre la droite pour les régionales



Plus de 250 personnes s'étaient données rendez-vous au traditionnel banquet de la fédération. S'il y a deux mots à retenir de cette soirée ce sont ceux de **convivialité et de fraternité**. Les participants étaient heureux de se retrouver, de partager, d'échanger; communistes ensemble, jeunes et moins jeunes, ils se sont aussi retrouvés face à l'enjeu majeur de la période: **Battre la droite aux élections régionales!**

Convivialité, fraternité, mais aussi luttes! Les luttes se sont celles de la jeunesse telles que les a rappelées Pierrick ANNOT, secrétaire national du mouvement des Jeunes Communistes de France, qui était cette année l'invité de la fédération. Lutte contre la précarité qui frappe en premier lieu la jeunesse,

lutte pour l'autonomie, lutte pour l'accès à la connaissance et à l'éducation, lutte pour l'emploi durable et qualifié, lutte encore pour l'accès à un logement, à la santé, à la culture, lutte enfin contre ce système inégalitaire qu'est le système capitaliste. Et Pierrick de rappeler la vitalité du mouvement **des Jeunes Communistes qui fête cette année ses 90 ans**. Cette vitalité s'exprime aujourd'hui au travers de plusieurs actions. Pour le droit au travail des jeunes, le mouvement réclame un véritable plan d'urgence s'accompagnant d'une réelle sécurité du parcours professionnel et d'un salaire décent pour tous. Ils rendent également hommage aux 20 ans de la libération de MANDELA qui fut l'une des luttes les plus importantes de la J.C. Ils s'engagent aussi

pleinement dans la campagne des régionales, pour des régions à gauche, solidaires, écologiques et citoyennes.

Une campagne des régionales qui s'inscrit dans un contexte de crise du capitalisme et de lutte contre le pouvoir réactionnaire en place. Comme l'a rappelé Michel RICA « **l'enjeu des prochaines échéances électo-**

**rales est de battre une droite rassemblée pas celui d'une hypothétique recombinaison de la gauche.** » Ce dont ont besoin les ligériens « **c'est d'une gauche elle aussi rassemblée, à l'offensive sur la base de propositions fortes, courageuses, ambitieuses et porteuses d'espoir pour notre région.** » Un discours entendu et applaudi.



**SUPER BONUS DE 700€ +  
BONUS ÉCOLOGIQUE DE 2 000€**

**6 990€**  
CLIO CAMPUS GPL  
Sous condition de reprise

**POUR FINANCER VOTRE ACHAT  
PROFITEZ D'UN CRÉDIT EXCEPTIONNEL**

**3,90%<sup>TEG</sup>**

Centre Automobile de l'Étoile  
380, route de la Côte d'Amour - Océanis - SAINT-NAZAIRE  
02 40 17 20 20  
www.promocar.fr  
et son réseau d'agents participants



## Discriminations

### Une lutte politique devenue centrale

#### ■ La droite veut diviser quitte à laisser se développer la discriminations

La crise sociale comme la persistance du racisme et de fortes inégalités hommes femmes ont imposé la question de la lutte contre les discriminations comme un sujet politique à part entière, au-delà de son caractère transversal, avec pour aboutissement la création de la HALDE en 2004.

La haute autorité, dans un récent rapport sur les discriminations au travail réalisé en partenariat avec l'OIT reconnaît « En Europe, comme en France, l'emploi demeure le premier domaine de discriminations ». Le rapport témoigne d'une augmentation constante des situations de discriminations en 3 ans. Mais ce sont aussi des sujets de discriminations nouveaux qui apparaissent. Si « l'origine » reste le premier sujet de discrimination au travail, « la grossesse ou la maternité » apparaissent tout de suite à la deuxième place alors que cette question était « testée » pour la première fois. Observer les

discriminations au travail permet également de se confronter à la question de la liberté d'engagement dans le monde de l'entreprise puisque les syndicalistes témoignant de situation de discrimination sont légion. Mais au-delà de la HALDE, créée sous la présidence Chirac, le pouvoir de droite s'en prend aujourd'hui à des pans entiers du pacte républicain sensé garantir l'égalité entre les citoyens. Formé par son passage au ministère de l'intérieur, Sarkozy devenu président n'a eu de cesse de criminaliser l'action syndicale, de lever les garanties sociales, de stigmatiser les quartiers populaires. En libérant la parole raciste à l'occasion du « débat » sur l'identité nationale, le gouvernement, dans les actes, autorise l'idée qu'il y aurait plusieurs catégories de citoyens. Attiser les divisions, laisser filer le développement des discriminations constitue pour la droite de Sarkozy une véritable stratégie politique.

#### ■ Cap sur la lutte contre les discriminations avec la gauche en action

La lutte contre les discriminations syndicales constitue un objectif transversal pour la gauche en action que l'on retrouve dans de nombreuses propositions.

La gratuité des formations jusqu'au bac ou encore le tarif de transport ferroviaire domicile/travail à 1 euro pourront par exemple permettre par exemple de faire reculer des discriminations sociales.

Sans être exhaustifs, on peut notamment citer parmi les 57 premières mesures :

13. Créer une **autorité régionale de lutte contre les discriminations** et pour l'égalité des droits

14. Élaborer un « **Agenda 22** » pour la **pleine citoyenneté des personnes en situation de handicap**

15. Favoriser l'accès au logement pour tous

18. Adopter un **plan régional pour l'égalité d'accès aux soins** et la lutte contre la désertification médicale

55. Accompagner tout versement

**"AVEC VOUS, FRANCHIR UN NOUVEAU CAP"**

JACQUES AUXIETTE  
LA GAUCHE EN ACTION

AUXIETTE2010.FR

d'une aide régionale d'un contrat de progrès partagé sur les trois volets environnemental, social et économique.

La plate forme de la liste prévoit notamment :

« Une **conditionnalité des aides**, construite en commun et acceptée par tous en faveur de critères sociaux et environnementaux, et de **lutte contre les discriminations** »

Toutes les propositions de la liste sont consultables sur <http://www.auxiette2010.fr/projet/>

## Ils ont dit

### ■ Les discriminations : en parler pour les combattre

Une discrimination est le traitement différent que subit une personne en raison de son appartenance vraie ou supposée à une ethnie, une nation, une religion, en raison d'un handicap... 18 critères définis par la loi interdisent les discriminations. Les champs de discrimination sont bien précis : logement, emploi, accès aux biens et services. Nous rencontrons souvent des personnes qui se plaignent de discriminations : quelques exemples : une famille d'origine non européenne (même si elle a la nationalité française), un couple homosexuel se voient refuser une location alors qu'ils présentent toutes les garanties exigibles par un propriétaire; pour les mêmes raisons, à compétence et ancienneté égales, un salarié n'a pas les mêmes promotions que ses collègues; dans un commerce, des employés ont l'ordre discret d'empêcher des Roms de se faire servir...

Comment faire face à ces discriminations ? Le plus souvent, il y a d'abord recherche d'une solution à l'amiable, par une médiation. La victime peut faire appel à la HALDE (Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité des Chances) ou

déposer une plainte. Il lui faudra alors constituer un dossier et faire un récit précis de la situation de discrimination, fournir des preuves, des témoignages écrits... Toutes ces démarches peuvent se faire avec l'aide des associations de défense des droits humains, qui orientent vers un avocat si besoin est.

Il est évident que les discriminations existent bel et bien dans notre société. Trop peu d'entre elles aboutissent à des condamnations de leurs auteurs. Très souvent les victimes renoncent à poursuivre leurs démarches, étant données les difficultés à réunir les preuves, obtenir les témoignages... Il s'installe beaucoup de résignation dans ce domaine, mais aussi beaucoup de sentiments d'injustice et d'incompréhension. Là aussi, beaucoup d'efforts restent à faire pour faire respecter des droits égaux pour toutes et tous.

Françoise Thoumas, comité de Nantes du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)



### ■ Discriminations syndicales : les preuves par l'exemple

Afin de prendre connaissance de quelles manières sont traitées les organisations syndicales, voici quelques faits concrets et vécus par des salariés militants. Tout d'abord **nombre d'élus sont bridés durant leur carrière, pour d'autres, leur situation évolue en échange d'un abandon de mandat.** Dans certaines situations il faut se battre pour obtenir un local syndical. Autre exemple : la mise en place de PSE supprimant en priorité des postes occupés par des élus. Le respect de nos droits de militant syndical **ne s'obtient qu'avec les instances telles que les prud'hommes, l'inspection du travail ou les tribunaux.** Les salariés sont souvent sous pression et terrorisés par la perte de leur emploi. L'individualisme grandissant et le chacun pour soi étant de mise dans les entreprises (mérite, performance...) cela fragilise ainsi les intérêts collectifs, et le plus souvent cela aboutit au non respect des conventions collectives, et même au code du travail, qui ont



été savamment retoillettées aux profits des employeurs.

Par un élu CGT de la métallurgie ayant souhaité garder l'anonymat

### ■ Pour une loi assurant une réelle et complète égalité entre femmes et hommes dans le travail !

Pour une loi assurant une réelle et complète égalité entre femmes et hommes dans le travail !

Le Ministre du Travail s'y déclare favorable tant la **situation actuelle est catastrophique** (rémunération des femmes inférieure de 27% à celles des hommes, elles occupent 60% des emplois non qualifiés, 83% des emplois à temps partiel...). Mais une nouvelle loi ne sera utile **qu'avec des mesures concrètes et coercitives** :

- le véritable respect de l'égalité salariale entre femmes et hommes, dans tous les secteurs d'activité et à tous les niveaux de la hiérarchie,
- en contraignant réellement les employeurs qui ne l'appliquent pas,
- en revalorisant les bas salaires et les professions où les femmes sont majoritairement présentes,
- en obligeant les entreprises à attribuer une part significative de leur budget de formation aux salariés les moins qualifiés et les plus pré-



- caires,
- en interdisant le recours au temps partiel contraint,
- en facilitant l'articulation entre vie familiale et professionnelle pour tous.

Lauryane PICAUD  
Présidente départementale de femmes solidaires.



## PRENONS NOTE...

### A quand un Lycée dans les Mauges ?

Le 7 février dernier, **500 manifestants s'étaient retrouvés à Nantes pour exiger l'ouverture d'un lycée public à Beaupréau.** Parents d'élèves, militants syndicaux ou associatifs en faveur de la laïcité ont décidé de cette mobilisation après que le préfet de région ait refusé la proposition du conseil régional des Pays de la Loire de construire un lycée public au cœur des Mauges. Par cette décision c'est l'école laïque et républicaine qui se voit exclue d'une partie du territoire ! Un dossier que l'ancienne majorité régionale ne compte pas abandonner.

### Optimiste ou Menteur

Le Président de la République annonce la baisse prochaine du nombre de chômeurs ? Bonne nouvelle s'il ne s'agissait que de chiffres que le gouvernement fait d'ailleurs baisser artificiellement. Or derrière cette annonce, **se cache la hausse de 11% des radiations sur décembre 2009, le nombre croissant de chômeurs en fin de droits, sans parler du demi million de chômeurs exclus des statistiques.** Rien que dans notre département 3000 emplois industriels ont été détruits en une année et la baisse d'activité menace encore bon nombre d'entreprise et de salariés.

### Colère des policiers municipaux

Près de 150 policiers municipaux venus de toute la région ont défilé à Nantes. Comme dans toute la France **ils demandaient l'alignement de leur grille indiciaire sur celle de leurs collègues de la police nationale.** Ils demandaient également que la prime qui leur ait versée, soit comptabilisée dans leur salaire afin d'avoir une meilleure retraite. **Des exigences légitimes pour ces policiers qui se sentent déconsidérés.**

### 60 ans d'histoire pour la paix

Le Comité Nazairien du Mouvement de la Paix présente dans trois Maisons de Quartier de Saint-Nazaire 15 panneaux d'exposition sur l'histoire du Mouvement de la Paix à St-Nazaire de 1949 à 2009 et retrace ainsi **60 ans d'histoire :**  
- Du 15 au 26 février : Maison de quartier de l'Immaculée, route de Beauregard.  
- Du 1er au 12 mars : Espace Dubé, La Chesnaie, rue des Ajoncs.  
- Du 15 mars au 2 avril : Maison de Quartier de Méan.

### Tripode

Cela fait plusieurs années que les anciens salariés du Tripode se battent pour que cette ancienne tour soit reconnue comme site amianté. Si ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui, **les anciens fonctionnaires qui travaillaient sur le site pourront cependant tous bénéficier d'un suivi médical.** Jusqu'à aujourd'hui seuls 300 fonctionnaires sur les 1800 qui ont travaillé dans le tripode avaient bénéficié d'examens médicaux. Le combat continue donc pour une reconnaissance plus large du préjudice subit et la reconnaissance du site comme site amianté.

### Auxiliaires puéricultrices : revalorisation des primes

Après les manifestations des auxiliaires puéricultrices, soutenues par les parents, **la mairie de Nantes leur accorde une prime de 35€ brut dès cette année, puis de 45€ dès janvier 2011.** Une hausse qui satisfait pleinement ces personnels de la petite enfance.

## Défense des services publics : les cheminots eux aussi dans l'action.



A l'appel des quatre fédérations cheminotes représentatives (CGT, SUD, UNSA et CFDT), **40% des cheminots nantais étaient en grève** le 03 février 2010.

Les raisons de cette colère sont nombreuses. La CGT avait été la première à alerter pouvoirs politiques, direction SNCF, cheminots et citoyens sur :  
- La situation du fret. Localement, nul besoin d'être un spécialiste pour comprendre que le fret ferroviaire est au plus mal, les triages de Nantes Etat sont vides et un million et demi supplémentaire de poids lourds ont circulé sur nos routes en 2009.

- Sur l'ouverture à la concurrence au TER : le président de la SNCF, adepte du libéralisme, réclame une loi pour le transfert des cheminots en cas de perte de marchés voire, l'autorisation de licencier !  
- Sur la baisse massive des effectifs de cheminots qui engendre des dysfonctionnements récurrents (l'actualité en témoigne encore). La CGT considère que cette gestion de plus en plus libérale fragilise la chaîne de production garante de la sécurité ferroviaire.

- Sur l'investissement outrancier et dangereux à terme, vers des entreprises hors champ ferroviaire. Le cas d'IBM à Nantes est flagrant. Cette société multinationale tente à tout prix de racheter l'ensemble des outils informatique, y compris les logiciels de sécurité ferroviaire.

- Sur la mise en place de nouvelles entreprises ferroviaires sur les lignes TGV, Eurostar, Thalys... favorisant, de fait, la concurrence !

**Aussi, face au démantèlement de notre entreprise, à une casse organisée du service public ferroviaire, à la dissolution de nos métiers, nous n'avons pas d'autre choix que de nous rassembler massivement pour obliger les décideurs à changer de cap !**

Dès le lendemain les fédérations se sont rencontrées pour tracer de nouvelles actions de luttes. Cependant, pour la CGT, toutes les négociations devront se faire sous la pression des cheminots et des usagers désireux de conserver un service public ferroviaire de qualité, garant de la sécurité des transports.

## Plus jamais cela !

Le 6 février, à St-Nazaire un millier de personnes a souhaité accompagner la famille de Marina Lebeau, 29 ans enceinte de 8 mois, tuée sous les coups de son ex conjoint. En décembre à la Baule une jeune femme est morte immolée.

« Femmes Solidaires » **indigné par ce nouveau drame, a tout de suite réagi, apportant son soutien à la famille,** en accord avec la maman de Marina, une pétition a été signée lors de la marche silencieuse, dénonçant le nombre toujours croissant de femmes mortes de violences conjugales (172 en 2009) ; exigeant ainsi que les pouvoirs publics qui en font de 2010 une cause nationale, **prennent véritablement cette question en urgence.**

Nous avons besoin de tous et toutes pour que des moyens humains financiers, soient attribués aux associations et professionnels qui travaillent pour éradiquer ce fléau ainsi que des accueils et hébergements en nombre suffisant.

Lauriane PICAUD, présidente départementale Femmes Solidaires.

## Congrès de la FSU : vers un nouvel outil syndical

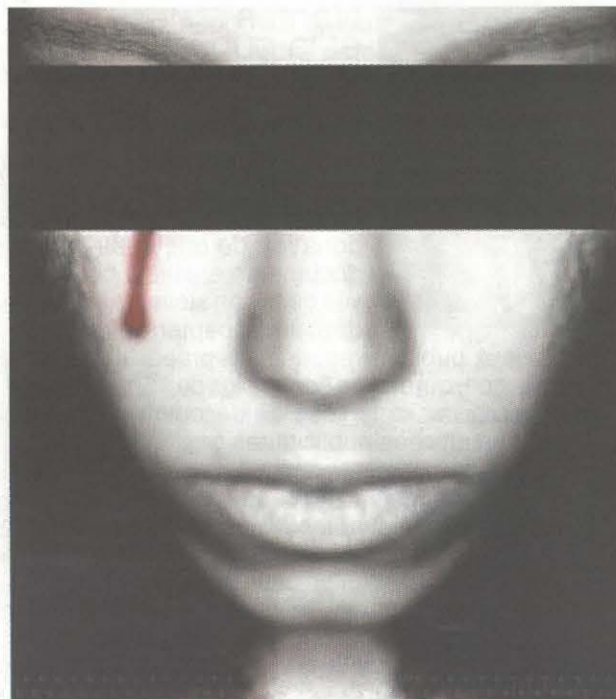
Issue d'une longue histoire dans l'autonomie syndicale (refusant de choisir entre FO et la CGT, la fédération de l'éducation nationale avait choisi de créer la FEN en 1948) la FSU questionne de plus en plus son autonomie. Devenue première organisation syndicale de la fonction publique de l'Etat, elle a conscience qu'il lui faut travailler à la construction d'un nouvel outil syndical interprofessionnel. Pour ce faire **il ne s'agit pas de créer une nouvelle confédération mais bien au contraire, sans fusion, ni absorption, d'envisager par étapes comment unifier les composantes d'un syndicalisme de lutte et de transformation sociale à vocation majoritaire.**

En Loire-Atlantique, le congrès aurait voulu dès 2010 un appel à enclencher ce processus en approfondissant les relations avec la CGT et Solidaires et, au-delà, à toutes les organisations et citoyens qui le souhaitent. Au plan national, afin de laisser des évolutions encore nécessaires se réaliser, à l'interne comme à l'externe de la FSU, il a été décidé de tempérer cet appel vers une nouvelle « unité organique ».

Bien entendu, un tel processus ne peut se concevoir sans une volonté certaine de la CGT. Il ne peut se faire ni contre la première force syndicale française, ni en dehors d'elle.

La FSU est persuadée que l'émiettement syndical actuel est une clé d'explication du faible taux de syndicalisation dans notre pays. En s'engageant dans un processus de (ré)unification on doit avoir aussi comme préoccupation de ne pas se satisfaire d'un faux clivage entre des syndicats qui « mobiliseraient » les salariés mais seraient incapables de négocier, et ceux qui, se limiteraient à un rôle de signataires par délégation. Il nous faut avoir cette ambition commune car la « fenêtre de tir » ne durera pas dix ans.

Didier HUDE, secrétaire départemental de la FSU de Loire-Atlantique, membre du bureau national.





# Evènements, culture, idées.

## Réchauffement climatique (1/2) :

### Les scientifiques ont-ils perdu la boussole ?

Une nouvelle religion est née, laïque, démocratique et climatologique. Elle a son catéchisme : "Le changement climatique est réel. Nous, humains, en sommes les coupables. L'apocalypse est pour demain. Nous pouvons et nous devons sauver la planète. Il s'agit d'une véritable guerre. Elle doit être déclenchée immédiatement". Cette religion a ses grands prédicateurs, télé-évangélistes renommés et fortunés, tels A. Gore, N. Hulot ou Y. Arthus-Bertrand. Mais elle a aussi ses hérétiques, appelés "climato-sceptiques", promis à la fosse aux lions médiatique. Claude Allègre, qui vient de publier un nouveau livre sur ce sujet ("l'imposture climatique, ou la fausse écologie") n'est que l'un d'entre eux, certes très médiatisé, mais il est loin d'être le seul.

La géographe **Sylvie Brunel** soulignait, dès 2008, que "depuis la disparition de l'Union soviétique, le nouvel ennemi planétaire n'est plus le communisme, mais le CO2. C'est l'épouvantail qui terrifie les sociétés modernes". Ceux qui ne luttent pas contre le réchauffement climatique deviennent des criminels en puissance. "Rares sont les téméraires ou les inconscients qui osent mettre en doute le réchauffement de la planète". Mais, rappelle-t-elle, le principal gaz à effet de serre n'est ni le gaz carbonique, ni le méthane, mais la vapeur d'eau ! C'est à partir de

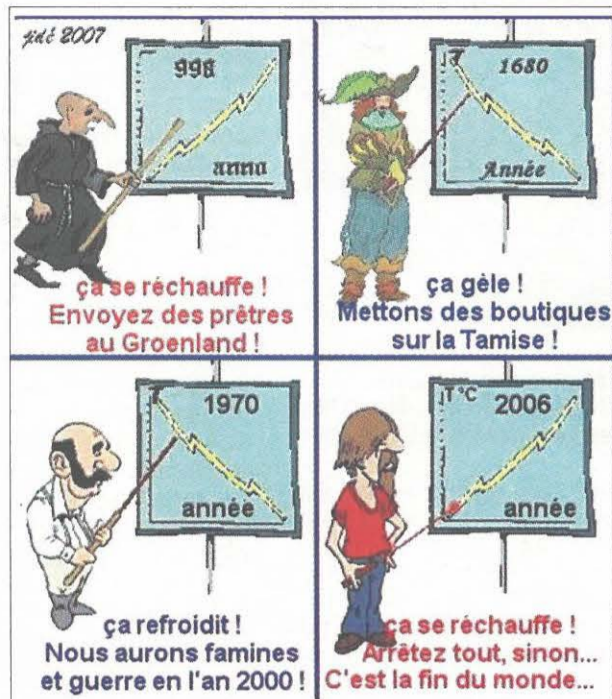
1850, que l'Europe entre dans une phase de réchauffement. Or, la révolution industrielle est alors à peine commen-

sent liés. Agir pour la planète, c'est agir pour la paix". C'est une formidable opportunité, non seulement pour l'ONU,

"double crosse de hockey", viennent d'ailleurs d'être invalidées. Pour lui, "si on insiste tant sur le consensus très large de la "preuve scientifique" de la culpabilité humaine, c'est tout simplement que cette preuve n'existe pas. Elle ne repose que sur l'intime conviction de milliers de scientifiques. Il faut l'affirmer haut et clair, à ce jour, il n'y a pas de certitude scientifique de la culpabilité humaine dans le réchauffement climatique".

En épistémologue averti, spécialiste de la théorie et de l'histoire des sciences, il souligne que la vérité scientifique ne fonctionne pas ainsi "au consensus", ou par des milliers de signatures en bas d'une pétition. Si elle rencontre cependant un certain écho, c'est qu'avec les carences de leur formation scientifique, les Français sont, par exemple, prêts à avaler n'importe quelle fable : 7 sur 10 ne continuent-ils pas de croire que c'est le Soleil qui tourne autour de la Terre ! S. Galam remarque, enfin, que "quasiment toutes les campagnes publicitaires vantent désormais la défense de l'environnement comme argument de vente de leurs objets, qui de façon surprenante se mettent tous à produire moins de CO2 qu'avant"... Car, dans cette peur panique millénariste, c'est aussi le consommateur qui est visé.

À suivre



cée : "ce n'est donc pas elle qui permet d'expliquer cette phase de réchauffement : les grandes variations du climat de la terre sont d'abord liées à son inclinaison orbitale et à l'activité solaire". Dans l'histoire géologique, qui se comptent par dizaines, voire centaines de milliers d'années, les phases de réchauffement et de refroidissement (glaciations) ont sans cesse alterné.

En décernant en 2007 le prix Nobel de la Paix à Al Gore et au GIEC (Groupement d'Experts intergouvernementaux sur l'évolution du climat) le jury suédois nous l'assène : "le climat et la paix, donc la guerre,

le GIEC, les ONG et les laboratoires de recherche, mais aussi pour les entreprises qui ont décidé d'en faire leur cheval de bataille au nom du développement durable. "Le capitalisme adore l'écologie, la cause climatique lui déroule un tapis rouge" souligne S. Brunel. Dans ses "Réflexions sur le réchauffement climatique", Serge Galam, pour qui "les scientifiques ont perdu le Nord", montre que la corrélation entre croissance de la température globale et la teneur en CO2 dans l'atmosphère n'est pas établie. Certaines courbes exponentielles alarmistes, en forme de

## LIRE

### Une introduction à Henri Lefebvre

Henri Lefebvre (1901-1991) est le sociologue français dont les œuvres sont les plus traduites dans le monde. Aujourd'hui, un retour s'opère à la pensée d'H. Lefebvre. Dans ce mouvement mondial, les géographes, bien que qualifiés par les auteurs de lecteurs "contingents" de Lefebvre, sont partout, sauf en France, les plus actifs de ses redécouvreurs.

S'il est parfois présenté dans les pays anglo-saxons, comme un précurseur de la post-modernité, il fut plutôt le penseur d'une nouvelle modernité. « Sa force de pensée, l'originalité et l'efficacité de sa méthode régressive-progressive en font non seulement un praticien de la sociologie d'hier, mais un maître pour entrer dans la réalité d'aujourd'hui ». Cet ouvrage présente d'abord une "biographie essentielle" d'H. Lefebvre. Dès les années trente, il fut l'introduit, le commentateur, et parfois le traducteur des pensées d'Hegel, Marx, Lénine et Nietzsche. "Romantisme révolutionnaire", il se donne comme objets des réalités oubliées par la philosophie et la sociologie.

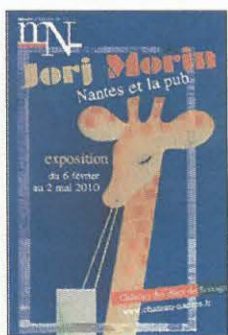
En 1947, il entame un projet marxiste de Critique de la vie quotidienne. En 1968, il publie Le droit à la ville, qui initie une série d'ouvrages sur la ville qui en font l'un des penseurs majeurs de la société contemporaine. Dommage que ni dans la "constellation des concepts fondamentaux" lefebvriens, ni dans le "glossaire spécifique", ne figurent pourtant ici l'espace, la ville et l'urbain. Il y a chez Lefebvre une volonté permanente d'articuler le vécu, le perçu et le conçu. Avec une force « que nous trouvons dans ses écrits qui peut être réintroduite, aujourd'hui, dans notre rapport au monde. Il a pensé des questions d'aujourd'hui : la crise, le quotidien, la ville, la révolution, l'autogestion » et, ajouterons-nous, fut également un pionnier de l'écologie marxiste, totalement oublié par l'écologie politique actuelle.

Un ouvrage très utile, incluant des repères chronologiques contextualisés et une riche bibliographie. Une bonne introduction à l' incontournable lecture d'Henri Lefebvre lui-même.

S. Deulceux et R. Hess, « **Henri Lefebvre : vie, œuvre, concepts** ». Ed. Ellipses, 2009, 142 p. 9,5 €.



## VOIR...



### Nantes et la pub

L'exposition Jorj Morin, Nantes et la pub, marque l'entrée dans les collections publiques du fonds publicitaire de Jorj Morin. Ses enfants sont à l'origine de la donation de quelques 3300 documents et objets conservés dans son atelier : affiches, dépliants, papiers d'emballages, jeux publicitaires, dessins préparatoires...

L'exposition, qui met en scène plus de 150 œuvres, offre une occasion unique de découvrir ce fonds inédit. Les affiches publicitaires de Jorj Morin ont accompagné la vie économique de la ville pendant 40 ans, des années 30 aux années 70, mais aussi la vie quotidienne des Nantais par le biais des produits de consommation courante, et elles ont été également très présentes dans le paysage urbain. Musée d'histoire de Nantes: [HYPERLINK "http://www.chateau-nantes.fr"](http://www.chateau-nantes.fr) [www.chateau-nantes.fr](http://www.chateau-nantes.fr) (visite virtuelle en ligne)

## MÉDIAS

### Scène de ménage

Mr Média et Mme Internet, couple illégitime, se disputent à l'apremment la garde des infos.

**Monsieur Média** : Avec toi, c'est la porte ouverte à l'approximation et au grand n'importe quoi !

**Madame Internet** : Question approximation, tu t'es regardé ? Ta pensée est aussi souple qu'un meuble Louis-Philippe !

**Mr** : Tu n'as aucune pudeur.

**Mme** : Toi, tu vas filmer des cadavres encore chauds empalés sur des rampes d'escalier à Port au Prince et tu te fais tes choux gras de la "Ferme

Célébrités".

**Mr** : Ton info n'est jamais vérifiée. Tout le monde y diffuse n'importe quoi.

**Mme** : Chez toi, il n'y a

**Mme** : Oui, mais c'est mieux que d'être possédé par les copains de Sarkozy.

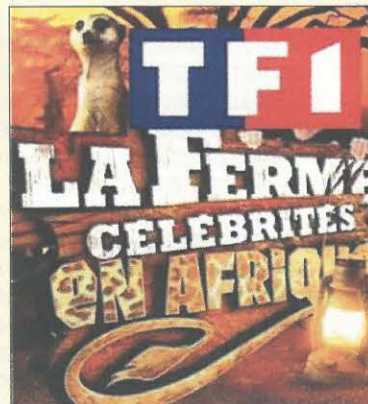
**Mr** : Le web c'est sale : tout le monde y met les

viens un moment où il faut la partager. Moi, au moins, je redonne le goût de la lecture et le sens critique aux internautes.

**Mr** : On ne va pas tout de même pas se laisser marcher dessus par une toile insoumise et sans tête dirigeante. Moi et mes amis, on va te faire rentrer dans le rang ! On va te Loppsiiser : te filtrer, te mater, te taxer, et

même - comme chez Berlusconi - te couper et t'interdire d'émettre.

**Mme** : OK. Mais attrape-moi d'abord, si tu peux !



que tes pubs qui soient honnêtes. Au moins c'est marqué "pub" avant et après.

**Mr** : Personne n'arrive à te contrôler !

**Mme** : L'info, c'est comme le capital : elle



## près de vous

### Collectivités territoriales

#### L'UMP contre-attaque

A l'aube des élections régionales, l'UMP, par les voix de Xavier BERTRAND et de Brice HORTEFEUX, s'est attaqué aux élus locaux de gauche qu'elle accuse « d'utiliser le budget de leurs collectivités pour financer des opérations de communication politique ». En cause notamment, le conseil général de Loire-Atlantique et la Région des Pays de la Loire dans leur communication à l'encontre du projet de réforme territoriale, un projet dont pourtant, certaines institutions gérées par la droite font la promotion. Cette communication, contrairement à ce qu'affirme HORTEFEUX, est légale et n'est pas une communication de campagne. Comme le souligne la commission des comptes de campagne « Les communications des conseils généraux qui visent à informer les citoyens de leur rôle, de la politique menée et des actions entreprises s'inscrivent dans une démarche relevant du fonctionnement institutionnel habituel... ». Le problème pour le gouvernement, dit Roger DAVID, c'est surtout que « La démocratie locale est devenue un obstacle à la recentralisation de l'État soutenant l'organisation d'un régime présidentiel au service d'un système économique prédateur ». Il est donc utile que les élus locaux jouent les empêchements de tourner en rond !

### Trignac

#### Non à la réforme de la justice



Pour le conseil municipal de Trignac « La réforme des tribunaux et des services de l'Etat c'est moins de justice, de démocratie et de moyen pour vivre dignement ». Les élus trignacais réclament « les moyens d'une justice équitable indispensable à l'objectif d'égalité dans notre société ». Déplorant la fermeture de tribunaux d'instances de proximité, leur éloignement du justiciable, ils s'en prennent également à la réforme de la justice qui supprimera le juge d'instruction sans donner aucune indépendance au parquet. Ainsi, les procureurs pourront classer les affaires subjectivement, mener l'instruction uniquement à charge, reste au justiciable de financer ses propres expertises pour contrer l'accusation. Les élu-e-s de Trignac demandent donc « la réouverture des tribunaux de proximité et que le projet de réforme de la Justice contribue par des procédures adaptées, respectueuses de l'indépendance des juges et du parquet, à chaque justiciable, conformément au principe d'égalité de pouvoir bénéficiant d'un jugement équitable ».

## L'invité

### Il y a urgence !

Sous le thème du « Tribunal du logement marchand, pour la construction d'un service public », se sont tenus les 5ème Etats généraux du logement et de la ville organisés par l'ANECR.

**Affirmer ou réaffirmer que le logement est un droit humain fondamental, au même titre que d'autres droits exigibles dans notre société, peut paraître superflu. Mais, n'est-ce pas l'absence de mise en œuvre de ce droit qui est au cœur de la crise profonde qui affecte le logement ?**

Je pense, comme le constate le Conseil d'Etat dans son rapport sur le « droit au logement », à tous ceux pour qui l'accès au logement est un parcours de combattant, fait de discriminations sociales et économiques, à toutes ces familles qui vivent dans des logements indignes, dégradés, victimes des marchands de sommeil et dont les enfants comme le dénonce la Fondation Abbé Pierre, sont les victimes collatérales de l'insuffisance criante du nombre de logements dignes et abordables à tous. Avec plus de 32000 demandes de logements sociaux en cours dans notre département alors qu'en 2008 il n'y a eu qu'un peu plus de 7700 attributions, la crise du logement est aussi à notre porte.

La loi de Mobilisation pour le logement et la Lutte contre l'exclusion (loi Molle ou loi Boutin), véritable loi de rupture, aggrave la situation. Dans le même temps, le gouvernement conduit une politique spéculative et ségrégative, qui affiche des priorités en faveur du secteur privé et marchand et organise le désengagement total de l'Etat du logement social. Il tourne le dos à la mission qui devrait être la sienne : garantir la solidarité et l'égalité d'accès à tous les citoyens, sur tout le territoire, à un logement.

Les Etats généraux ont donc permis de **condamner le logement marchand**. Mais en rester à l'expression du mécontentement, de la colère, ou se résigner à l'impuissance du désarroi n'est pas satisfaisant. Quand la société se fragilise, quand la précarité, le chômage, la pauvreté progressent, **l'intolérable est atteint !**

Ainsi, **une adresse aux forces sociales et politiques adoptée lors de ces Etats Généraux appelle tous ceux qui sont attachés aux valeurs solidaires du logement social : à entrer en résistance contre la politique gouvernementale, à la combattre, à construire un nouveau projet politique du logement pour la France.**

Sur des objectifs de rassemblements et de luttes, nous pouvons nous saisir de cette adresse à la population pour obtenir des transformations immédiatement ; comme par exemple, par une campagne sur le gel des loyers ou encore pour un moratoire sur les expulsions...



**Marie Annick BENÂTRE**  
Conseillère Municipale  
de la ville Nantes

## L'activité

### Nantes Métropole

#### L'insertion et l'emploi dans un contexte de crise

A l'occasion de l'adoption du nouveau Plan Local pour l'Insertion et l'emploi (PLIE) de Nantes Métropole, Maurice Boué, Conseiller communautaire et conseiller municipal de la ville de Bouaye, est longuement revenu sur les priorités que sont l'emploi et la formation sur la métropole nantaise comme sur tout le territoire.

Le PLIE de la métropole Nantaise a pour but d'accompagner les demandeurs d'emplois des quartiers prioritaires et en particulier les chômeurs de longue durée, les jeunes sans qualification, les femmes, les handicapés et les seniors qui plus que d'autres subissent des discriminations. Cet accompagnement doit leur permettre de trouver un emploi ou de réussir un parcours de formation. Pour L'élu communiste toute sortie positive du dispositif doit l'être au regard « **d'une insertion durable ; un suivi de seulement six mois après l'obtention d'un diplôme ou d'un contrat de travail peut s'avérer trop courte** ». « **C'est au prix de la durée que l'on peut réussir une insertion** » rappelle-t-il, et aussi « **en travaillant sur les questions du logement, de la santé, des discriminations...** ».

Pour autant, l'élu insiste sur le fait que « **la situation actuelle ; la précarité, le chômage, le manque de formation** » sont des problèmes majeurs dont les collectivités héritent faute de réactivité de l'Etat et du gouvernement actuel. 30% de chômeurs en un an : « **La faute à la crise, sûrement ! Mais en amont, quel est le système qui a poussé à la dérégulation économique, à l'abolition de règles protectrices pour les salariés ?** »

### Le Croisic

#### Ports du Croisic et de la Turballe : Oui à une SEM

Chantage, c'est en ces termes que s'exprime le maire UMP du CROISIC, répondant ainsi à la proposition du Conseil Général d'investir près de 600 000€ dans une société d'économie mixte chargée de la gestion unique pêche et plaisance des deux ports LA TURBALLE et LE CROISIC. Cet investissement vient après les 8,5 millions d'euros pour la restauration des quais. La gravité de la situation commanderait un discours un peu plus constructif et surtout moins partisan. Il faut quand même se souvenir que notre criée connaît un déficit chronique depuis 2005, que la C.C.I. a reporté d'année en année les investissements de mises aux normes sanitaires. Ces faits ne pouvaient être ignorés de l'ancienne majorité UMP dont le maire était Christophe Priou et le maire actuel du Croisic Michèle Quillard alors adjointe au maire.

Alors oui, le gestionnaire de la C.C.I. doit répondre de ses dettes, c'est bien là le minimum ; quant à la commune du Croisic, elle doit prendre toute sa place aux côtés d'autres partenaires dans une S.E.M. qui proposerait de promouvoir une organisation pour assurer le maintien et le développement de la pêche en mutualisant les deux ports, ceci afin de répondre aux défis communs et définir une stratégie au long cours. Aujourd'hui est le temps de la négociation pour le maintien d'un point de vente, pour que les plaisanciers ne soient pas lésés dans cette nouvelle organisation. Demain, viendra le temps du bilan et des responsabilités de chacun sur ce dossier.

Solidarité avec les pêcheurs du Croisic et de La Turballe, solidarité avec le monde de la mer, mais, haro sur ces hommes politiques qui ont un discours sur la côte et votent le contraire à Paris ou à Bruxelles.

Patrick HAMON-Conseiller Municipal du Croisic.

### Trignac

#### Le conseil municipal se mobilise pour les chantiers navals



La situation de crise que vivent les chantiers navals de Saint-Nazaire est grave ! C'est ce qu'ont tenu à faire savoir les élus de la commune de Trignac. « Le Gouvernement actionnaire de STX Europe et la Direction des Chantiers laissent pourrir la situation. Après avoir conclu un accord sur un prolongement du chômage partiel, la direction du chantier a annoncé la mise en place d'un plan de suppression de 350 emplois directs, ce qui porterait les effectifs de l'établissement à 2000 salariés, alors qu'ils étaient de 5000, il y a seulement 6 ans. Notre bassin d'emploi vit pour une grande part au rythme de la construction navale. L'emploi intérimaire et l'emploi dans les entreprises sous-traitantes de la branche navale se réduisent comme une peau de chagrin. » Comme ils le font remarquer, l'Etat est actionnaire des chantiers ce qui lui confère des obligations vis-à-vis de la survie de l'entreprise et donc des salariés. La voie de la diversification doit être portée, des solutions existent ! Mais ils relèvent une absence de politique nationale industrielle vis-à-vis des métiers de la mer. C'est dans ce contexte qu'ils apportent « **leur entier soutien aux salariés et seront à leurs côtés, pour contribuer à l'emploi dans la navale et demandent la constitution d'un comité de vigilance** »



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Réunions publiques de campagne

**Mercredi 24 février :**  
A 19H00, salle Saunier à St Julien de Concelles. Avec la participation de Gilles Bontemps et Monique Rabin.

**Jeudi 25 février :**  
A 20H00, à Pontchâteau, Salle de la boule d'or. Avec la participation de Véronique Mahé et Adeline L'honen.

**Lundi 1er mars :**  
Dans l'après midi, visite d'un quartier de Trignac sur le thème de la rénovation urbaine et du logement social. Avec la participation de Sabine Mahé et Jacques Auxiette.

**Lundi 8 mars :**  
A 20H00, salle du complexe polyvalent à Savenay. Avec la participation de notamment Gilles Bontemps et Véronique Mahé.

### Fédération

**Mardi 2 mars :**  
Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la Fédération.

## ■ Cérémonies du souvenir



de la CGT.

**Le samedi 13**, un hommage officiel à été rendu au terrain du Bêle en présence des autorités, des familles, des organisations syndicales et politiques. A Sainte Luce sur Loire une cérémonie dédiée à Renée et Jean LOSQ a été organisée en lien avec la municipalité.

Dans le cadre du 67ème anniversaire du procès des « 42 et des 13 », de nombreuses cérémonies d'hommage organisées par le comité départemental du souvenir ont eu lieu les 12 13 et 14 février dernier. **Le Vendredi 12**, les plaques commémoratives de la maison des syndicats ont été fleuries pour rendre hommage au sacrifice de nombreux militants syndicaux notamment



**Le dimanche 14**, c'est au carré des Républicains espagnols du cimetière de la Chapelle Basse Mer que la cérémonie d'hommage a été rendue. La famille du résistant espagnol Prieto HIDALGO, venue d'Espagne, était présente. Elle avait appris depuis peu les conditions de la mort et le lieu d'inhumation du résistant.

## ■ Mobilisation pour la Navale et l'emploi industriel

Pour défendre l'emploi industriel à Saint-Nazaire, défendre la construction navale et ses sous-traitants, les organisations syndicales appellent l'ensemble des citoyens et des salariés à faire grève et à manifester le **Mercredi 3 mars à 14H30 au Terre plein de Penhoët.**



L'avenir de l'industrie navale, de ses emplois, de son savoir-faire est une question nationale. En tant qu'actionnaire, l'Etat a la responsabilité de préserver toute la filière industrielle navale et le bassin d'emplois de la région nazairienne.



L'intersyndicale demande à l'Etat d'être cautions financière pour obtenir des commandes de bateaux ; de s'impliquer totalement pour garantir l'avenir des chantiers navals y compris en devenant actionnaire majoritaire ; de s'investir pour le développement de la filière construction navale civile et de soutenir financièrement la diversification des chantiers, la recherche et le développement.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
Commission paritaire: N° 0310 I 86504  
Imprimerie: IMPRAM Lannion  
Composition: SEM Locminé  
Responsable de la rédaction:  
Aymeric SEASSAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél: 02 40 35 03 00 - Fax: 02 40 48 56 36  
e-mail: redac.nla@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de:  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE  
Jérôme TURMEAU



## LES EXPULSABLES

MESSIEURS, AUTANT VOUS PRÉVENIR: ON S'ACHÈME DOUCEMENT VERS UNE POLITIQUE D'IMMIGRATION CHOISIE...



### Appel à une votation citoyenne !

Par **Ulysse HUMBERT** (coordinateur départemental de la JC)  
Aujourd'hui tout le monde le sait, il y a un problème au lycée : **150000 jeunes sortent du système sans diplômes chaque année, les mouvements lycéens sont réprimés,**



l'orientation est subit plutôt que choisie, les classes se surchargent, les personnels sont de plus en plus précaires et des lycéens sans papiers se font expulser. Le gouvernement prétend réformer. Mais il mène des politiques qui suivent des logiques de rentabilité, de concurrence et de méritocratie élitiste que nous refusons.

Pour toutes les raisons suivantes, nous appelons les acteurs du monde éducatif à se mobiliser ! **Nous appelons les lycéens aux urnes d'une vota-**

**tion lycéenne !** Après l'annonce de 13 500 postes de moins pour la rentrée 2009, c'est 16 000 suppressions de plus qui sont annoncées pour 2010. En tout c'est 80 000 postes de moins dans l'Education Nationale d'ici 2012 ! Conséquences : des conditions d'études de plus en plus précaires pour les lycéens avec des classes surchargées, ... Et un prétexte de plus pour embaucher vacataires et contractuels, plus précaires, moins formés, et qu'on peut virer à tout moment.

« Une école pour le progrès social ! Qui permet à tous de comprendre la société »

**Nous voulons le droit à une éducation de qualité**, dans la filière de son choix : L'embauche massive de conseillers d'orientation pour transmettre des connaissances, des savoirs faire, et des qualifications, au travers d'une pédagogie adaptée, pour emme-

ner l'ensemble des élèves sur le chemin de la réussite, des profs plus nombreux et mieux formés et des conseillers principaux d'éducation, pour assurer un véritable suivi individualisé tout au long de la scolarité des élèves.

**On veut choisir notre orientation plutôt que de la subir !** Une école pour l'égalité ! Une nouvelle carte scolaire garante d'une mixité sociale sur l'ensemble du territoire, la garantie du cadrage national des diplômes, et l'embauche de personnels formés, plutôt que de brigades d'interventions, notamment dans les lycées des zones les moins favorisées.

**Une école pour le progrès social !** Qui permet à tous de comprendre la société en donnant une véritable place aux sciences sociales (SES et ECJS pour tous), et en faisant du lycée un véritable citoyen en formation. Les instances de la démocratie lycéenne doivent être décisionnelles, et la presse nationale doit être accessible dans tous les lycées !